



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/2
3 septembre 2014

ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR
LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT
QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES
GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET
ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE
LEUR UTILISATION

Première réunion

Pyeongchang, République de Corée, 13-17 octobre 2014

Point 8 de l'ordre du jour provisoire *

RAPPORT SUR LES PROGRES ACCOMPLIS ET LES OBSERVATIONS TRANSMISES SUR LA MISE EN PLACE DE LA PHASE PILOTE DU CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCES ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

Note du Secrétaire exécutif

INTRODUCTION

1. Le paragraphe 1 de l'article 14 du Protocole de Nagoya crée un Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (Centre d'échange APA) dans le cadre du mécanisme d'échange prévu au paragraphe 3 de l'article 18 de la Convention. Le centre d'échange APA sert de moyen de partage d'informations relatives à l'accès et au partage des avantages et permet d'accéder aux informations que fournit chaque Partie pour l'application du Protocole.
2. Le Centre d'échange APA a été à l'ordre du jour des trois réunions du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya (Comité intergouvernemental).
3. Lors de sa première réunion, le Comité intergouvernemental a recommandé que le Centre d'échange APA soit mis en place par étapes et que le renforcement de ses fonctions et de ses activités réponde à une demande précise et identifiée, compte tenu du retour d'information des utilisateurs et dans la limite des ressources disponibles, en reconnaissant qu'il est important de parvenir à un accord sur les questions non résolues au sein du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya (paragraphe 1 de la recommandation 1/1).
4. Lors de la deuxième réunion, le Comité intergouvernemental a prié à première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya (CdP-RdP) de prendre en considération les points qui pourraient exiger un examen plus approfondi, tels qu'ils sont mentionnés au paragraphe 7 de l'annexe du rapport de la réunion d'experts sur les modalités de fonctionnement du Centre d'échange APA (UNEP/CBD/ABS/EM-CH/1/4) et de suggérer des moyens d'en venir à un consensus sur ces points en se fondant sur les enseignements tirés de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (paragraphe 6 de la recommandation 2/4).

* UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1

5. Au paragraphe 1 de la décision XI/1 C, la Conférence des Parties a établi un comité consultatif informel chargé de fournir les orientations techniques pour résoudre les problèmes techniques découlant du développement en cours de la phase pilote du Centre d'échange APA, jusqu'à la première réunion des Parties au Protocole. Le Comité consultatif informel devait se réunir une fois, dans la limite des ressources financières disponibles, mener des débats informels en ligne, selon les besoins, et faire rapport sur les résultats de ses travaux à la troisième réunion du Comité intergouvernemental. Grâce à la généreuse contribution financière de l'Union européenne, le comité consultatif informel s'est réuni du 2 au 4 octobre 2013 à Montréal¹. Des débats en lignes ont aussi été menés du 15 juillet au 29 août 2014.
6. Lors de sa troisième réunion, le Comité intergouvernemental a demandé au Secrétaire exécutif de rendre compte des progrès accomplis et des observations transmises pendant la mise en œuvre de la phase pilote à la première réunion des Parties au Protocole (paragraphe 8, recommandation 3/4). Il a aussi recommandé que la première réunion de la CdP-RdP examine une synthèse préparée par le Secrétaire exécutif sur les points de vue transmis sur : i) les fonctions éventuelles d'une autorité compétente des communautés autochtones et locales et d'un correspondant des communautés autochtones et locales pour le Centre d'échange APA, relativement à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya ; ii) leur rôle et leurs responsabilités éventuels dans le cadre du Centre d'échange APA ; iii) quelle personne sera chargée de fournir des informations sur ces autorités au Centre d'échange APA (paragraphe 10 et 11, recommandation 3/4).
7. Le Centre d'échange APA est actuellement testé par les Parties, les communautés autochtones et locales, les organisations internationales et les parties prenantes concernées qui ont été encouragées par la troisième réunion du Comité intergouvernemental à publier des données et leurs observations au Secrétaire exécutif (paragraphe 4 et 8 de la recommandation 3/4).
8. Dans la Section I de la présente note, le Secrétaire exécutif rend compte des progrès accomplis et des observations transmises sur la mise en place de la phase pilote du Centre d'échange APA, y compris les progrès pour arriver à un consensus sur les points qui semblent devoir être examinés plus en détail. Dans la Section II, on présente des informations sur les observations transmises sur les moyens d'impliquer les communautés autochtones et locales dans le Centre d'échange APA pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. Dans la Section III, on trouvera la liste indicative des activités prioritaires qui permettront au Secrétaire exécutif de développer le Centre d'échange APA. Finalement, la Section IV présente une série de mesures qui devront être examinées par la première réunion de la CdP-RdP. Le document d'information UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/6 donne plus de précisions sur ces priorités qui permettront le développement du Centre d'échange APA.

I. RAPPORT SUR LES PROGRES ACCOMPLIS ET LES OBSERVATIONS TRANSMISES SUR LA MISE EN PLACE DE LA PHASE PILOTE DU CENTRE D'ÉCHANGE APA

9. Grâce aux généreuses contributions financières de l'Allemagne, du Japon, de la Suisse et de l'Union européenne, le Secrétariat a pu engager un Spécialiste de la gestion de l'information (niveau P-3) et un responsable du système d'information (niveau P-2) pour la mise en place de la phase pilote. Grâce à ce personnel dédié, le Secrétaire exécutif a pu activer la mise en place de la phase pilote.
10. La mise en place de la phase pilote du Centre d'échange APA s'appuie sur les informations suivantes :
- (a) Les orientations du Comité intergouvernemental présentées en annexe à la recommandation 1/1 et aux recommandations 2/4 et 3/4 ;
 - (b) Le plan de travail indicatif et le calendrier des activités à réaliser d'ici la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya, tels qu'indiqués dans le document UNEP/CBD/COP/11/11 et avalisés par la Conférence des Parties (décision XI/1 C, paragraphe 2) ;

¹ Tous les documents de la réunion ainsi que les décisions sont disponibles sur : <http://www.cbd.int/doc/?meeting=ABS-IAC-CH-01>

(c) Un guide de résolution des problèmes techniques préparé par le comité consultatif informel lors de sa réunion (UNEP/CBD/ICNP/3/INF/5) et les débats en ligne tenus du 15 juillet au 29 août 2014 ;

(d) L'expérimentation de la phase pilote et les observations transmises ;

(e) L'expérience acquise lors de la phase pilote du Centre d'échange APA, les ateliers de renforcement des capacités et les campagnes de sensibilisation et de mobilisation ;

(f) L'expérience acquise du fonctionnement du Centre d'échanges pour la prévention des risques biotechnologiques ;

(g) L'amélioration du mécanisme du centre d'échange de la Convention.

11. Cette section traite des progrès accomplis et des observations transmises dans la mise en place de la phase pilote du Centre d'échange APA, avec une description rapide de ses principales caractéristiques et une présentation succincte des progrès accomplis sur différents aspects de la phase pilote, notamment en ce qui concerne : l'expérimentation de la phase pilote et les observations transmises ; le portail Internet centralisé et les bases de données du Centre d'échange APA ; la négociation d'un consensus sur les points qui, selon la réunion d'experts sur les modalités de fonctionnement du Centre d'échange APA, doivent être approfondis ; les collaborations possibles avec les partenaires ; et l'identification et la résolution des besoins en capacités pour l'enregistrement et l'extraction des informations grâce au Centre d'échange APA.

A. *Présentation du fonctionnement du Centre d'échange APA*²

12. Le Centre d'échange APA est accessible en ligne sur un site dédié³ et il est géré par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

13. Comme indiqué à l'article 14 du Protocole, le Centre d'échange APA fait partie du mécanisme d'échange de la Convention qui a été conçu comme une plateforme unique et unifiée compatible avec les centres d'échanges du Protocole de Cartagena pour la prévention des risques biotechnologiques et du Protocole de Nagoya. Ainsi, les formats communs⁴ et les règles de fonctionnement doivent être compatibles et, si possible, harmonisés. Les formats communs conçus pour la phase pilote du Centre d'échange APA utilisent, autant que possible, des textes prédéfinis ou une terminologie contrôlée qui seront compatibles avec ceux du Mécanisme d'échange et du Centre d'échange.

14. Pour enregistrer un renseignement, les utilisateurs doivent sélectionner une catégorie d'information dans une liste de modèles prédéfinis ou de formats communs. La catégorie d'informations qu'un utilisateur enregistré peut soumettre dépend de sa fonction au sein du Centre d'échange APA.

15. Ces catégories d'information sont divisées en deux thèmes principaux : les dossiers nationaux et les dossiers références. Les formulaires de la catégorie « dossiers nationaux » permettent aux Parties de publier des informations sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. Les formulaires de la catégorie « dossiers références » permettent à tout utilisateur enregistré (ex. : gouvernements, représentants des communautés autochtones et locales, universités, organisations non-gouvernementales, établissements de recherche, représentants du secteur privé, etc.) d'ajouter une information concernant le Protocole. Le Secrétariat serait chargé de publier toutes les fiches références.

16. Pour garantir la fiabilité des dossiers nationaux communiqués au Centre d'échange APA, les Parties sont invitées à désigner une personne chargée de communiquer tous les dossiers nationaux au Centre d'échange APA. Cette fonction est désignée ci-après par « autorité chargée de la publication ».

² Pour plus d'informations, veuillez consulter le document UNEP/CBD/ICNP/3/6.

³ <http://absch.cbd.int>.

⁴ Les formats communs sont des formulaires normalisés destinés à faciliter l'harmonisation des informations mises à disposition. Ils sont disponibles en ligne sur le site du Centre d'échange APA et hors ligne au format MS Word, <https://absch.cbd.int/commonformat>.

17. L'autorité chargée de la publication au Centre d'échange APA peut désigner des utilisateurs nationaux autorisés qui sont seulement autorisés à créer et gérer des projets de dossiers qui sont ensuite adressés à l'autorité chargée de la publication pour validation.

18. Les formats communs suivants ont été conçus pour aider les Parties à transmettre au Centre d'échange APA des informations nationales sous forme de « dossiers nationaux »⁵ ;

(a) Désignation des correspondants nationaux sur l'APA et des autorités chargées de la publication au Centre d'échange APA (format MS Word hors ligne uniquement) ;

(b) La ou les autorités nationales compétentes ;

(c) Mesures législatives, administratives ou de politique générale relatives à l'accès et au partage des avantages ;

(d) Informations sur les permis ou leur équivalent pour constituer un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale ;

(e) Les points de contrôle ;

(f) Informations pour les communiqués des points de contrôle ;

(g) Sites Internet et bases de données nationaux concernant l'APA.

19. Un format commun pour une « bibliothèque virtuelle » sur l'accès et le partage des avantages compatible avec la bibliothèque virtuelle du mécanisme d'échange a aussi été conçu. Toute une série d'informations pourrait être répertoriée grâce à ce format commun, comme les clauses contractuelles types, les codes de conduite les guides sur les meilleures pratiques ou les normes, les publications, des informations sur le renforcement des capacités, etc.

20. Des métadonnées comme le propriétaire du dossier, le statut du dossier, la date du dépôt et la catégorie du format commun utilisé sont générées automatiquement lors du dépôt de l'information au Centre d'échange APA. En plus des données générées automatiquement, la personne qui enregistre un dossier devra aussi fournir des métadonnées complémentaires pour décrire les informations du dossier en choisissant des termes descriptifs à partir d'une liste de mots-clés prédéfinis.

21. Bien que les recherches libres soient faciles à réaliser et effectuer, il est parfois difficile d'extraire toute une série de résultats en raison de la présence d'informations en plusieurs langues différentes, de l'utilisation de synonymes et de l'emploi d'une terminologie et orthographe incohérentes. Ainsi, si nécessaire, le Centre d'échange APA utilise une terminologie contrôlée pour que les futures recherches dans différentes langues soient plus faciles et leurs résultats plus cohérents. Il s'agit essentiellement d'un thésaurus de mots standards utilisés pour chercher et enregistrer les informations dans la base de données du Centre d'échange APA. Comme nous l'avons dit ci-dessus, la terminologie contrôlée a été conçue pour être compatible avec les mécanismes d'échange de la CDB, afin de faciliter la recherche d'informations.

22. Le Centre d'échange APA a été conçu pour fonctionner avec les six langues officielles des Nations Unies, mais il offre la possibilité d'accéder à d'autres ressources dans un grand nombre de langues.

23. Pour garantir le flux des informations, le Centre d'échange APA est prévu pour permettre le partage des informations utiles avec d'autres systèmes et bases de données qui puissent extraire les informations disponibles sur le Centre d'échange APA. La possibilité d'une interopérabilité qui permet la transmission d'une information d'un système au Centre d'échange APA se ferait au cas par cas et à la demande.

⁵ Les formats communs sont disponibles en ligne sur le site Internet du Centre d'échange APA et hors ligne au format MS Word à la page <https://absch.cbd.int/commonformat>.

B. L'expérimentation de la phase pilote et les observations transmises

24. Le Comité intergouvernemental, lors de sa troisième réunion, a invité les Parties à désigner une autorité chargée de la publication et un ou plusieurs utilisateurs nationaux autorisés et a encouragé toutes les Parties à la Convention, en particulier celles qui ont ratifié le Protocole de Nagoya, à contribuer à la phase pilote en publiant des données nationales et à transmettre leurs observations au Secrétaire exécutif (paragraphe 3 et 4 de la recommandation 3/4). C'est pourquoi, par la notification 2014-045 (Réf. n° SCBD/ABS/BG/aba/83333) du 21 mars 2014 et la lettre de rappel du 27 mai 2014, le Secrétaire exécutif a invité les Parties à désigner, si elles le souhaitent, une autorité chargée de la publication et le ou les utilisateurs nationaux.

25. Conformément au paragraphe 5 de la recommandation 3/4, le Secrétaire exécutif a transféré les informations sur les mesures relatives à l'accès et au partage des avantages, les autorités nationales compétentes et les correspondants nationaux actuellement hébergées sur le site Internet de la Convention sur la diversité biologique à disposition vers le Centre d'échange, sous forme de projets de fichiers ; et a invité les Parties à valider et à publier les projets de fichiers, de sorte que toutes les données nationales publiées sur le Centre d'échange soient à jour et aient été validées par l'autorité chargée de la publication au moment de l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya.

26. Depuis août 2014, une campagne de sensibilisation et de mobilisation est lancée pour encourager les Parties à désigner leur autorité chargée de la publication et à inclure les informations nationales disponibles dans le Centre d'échange APA. Au 1^{er} septembre 2014, le Secrétaire exécutif a reçu la nomination de 26 autorités chargées de la publication, dont 17 de Parties ayant ratifié le Protocole.

27. Conformément au paragraphe 8 de la recommandation 3/4, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales, et les parties prenantes concernées ont été invitées à contribuer à la phase pilote en enregistrant des fichiers de référence et en transmettant leurs observations au Secrétaire exécutif (notification 2014-046 du 21 mars 2014 et le rappel du 27 mai 2014).

28. Les Parties, les communautés autochtones et locales et les autres parties prenantes concernées ont eu la possibilité de transmettre leurs observations sur la phase pilote du Centre d'échange APA lors des occasions suivantes :

(a) L'atelier de renforcement des capacités du Centre d'échange APA tenu le 23 février 2014 à Pyeongchang, République de Corée ;⁶

(b) Les ateliers régionaux de renforcement des capacités pour l'Amérique latine (24-28 mars à Montevideo, Uruguay) ; l'Europe centrale et orientale et l'Asie centrale (31 mars-4 avril 2014 à Minsk, Belarus) ; les Caraïbes (19-22 mai 2014 à Georgetown, Guyane) ; l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord (1-5 juin 2014 à Dubaï, Émirats Arabes Unis) ; et l'Afrique (9-13 juin 2014 à Kampala, Ouganda) ;

(c) La campagne de sensibilisation et de mobilisation lancée en août 2014 ;

(d) Les débats en ligne du comité consultatif informel, tenus du 15 juillet au 29 août 2014 étaient consacrés aux fonctions et aux filtres de recherche, à la disposition générale et aux fonctionnalités de la page d'information du registre, au tableau de bord et à l'espace pays ainsi qu'aux formats communs. Le comité consultatif informel a présenté un manuel intéressant, surtout en ce qui concerne l'amélioration de l'interface utilisateur, des explications sur les formats et l'identification de problèmes techniques persistants.

29. D'après les observations transmises, il a semblé intéressant de mettre au point un nouveau format commun pour expliquer la procédure nécessaire pour obtenir le consentement informé préalable et établir une liste de termes mutuellement acceptés. Le Centre d'échange APA permet actuellement d'inclure des indications telles que le type de document qui pourrait être proposé dans le format commun sur les mesures législatives, administratives ou de politique générale relatives à l'accès et au partage des avantages.

⁶ Pour plus d'informations, veuillez consulter le document UNEP/CBD/ICNP/3/INF/8 qui résume les décisions de la réunion de l'atelier sur le renforcement des capacités sur le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

Cependant, certaines Parties et parties prenantes considéraient que le fait d'avoir un accès simple et rapide à ces informations faciliterait l'accès aux utilisateurs des ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles et ont suggéré qu'un autre format commun indépendant soit mis au point.

30. Toutes ces observations faites en différentes occasions ont été prises en compte et intégrées dans la phase pilote et des activités prioritaires indicatives pour la suite de la mise en œuvre du Centre d'échange APA.

C. Amélioration du portail Internet centralisé et des bases de données du Centre d'échange APA

31. Depuis la troisième réunion du Comité intergouvernemental, le Centre d'échange APA a connu plusieurs améliorations :

- (a) Procédure d'accès au Mécanisme d'échange et au Centre d'échange APA ;
- (b) L'interface utilisateur, y compris des améliorations de la page d'accueil, les observations transmises par les utilisateurs du Centre d'échange APA sur les actions et le chargement des pages et les informations du tableau de bord ;
- (c) Optimisation de la vitesse ; évolution du site Internet (réduction automatique des fichiers CSS et JS) et nouvelle conception de la page d'enregistrement pour limiter les problèmes liés à la vitesse de connexion ;
- (d) La fonction de recherche et les profils pays, notamment l'utilisation d'un moteur de recherche dorsal (un système d'indexation des dossiers pour en permettre l'extraction rapide), l'amélioration des filtres de recherche, la présentation des métadonnées sur le dossier (statut et auteur du dossier) et le profil du pays.
- (e) Les fonctions d'enregistrement et les formats communs : modification des formats communs et amélioration de la forme des explications, y compris avec un moyen pour mettre à jour ou modifier les certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale à partir des informations sur le permis ou son équivalent, la création de PDF pour les certificats de conformités reconnus à l'échelle internationale établis d'après les informations du permis ou son équivalent et des communiqués sur les points de contrôle ; et informations sur l'historique et les liens entre les certificats et les communiqués ;
- (f) Aide et assistance : mise en place d'un système de guidage interactif en ligne (voir le lien « aide » présent sur les pages).⁷

D. Progrès en matière d'entente sur les points qui semblent devoir être examinés plus en détail.

32. Au paragraphe 6 de sa recommandation 2/4, le Comité intergouvernemental a prié la première réunion de la CdP-RdP de prendre en considération les points qui pourraient exiger un examen plus approfondi, tels qu'ils sont mentionnés au paragraphe 7 de l'annexe du rapport de la réunion d'experts sur les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (UNEP/CBD/ABS/EM-CH/1/4)¹ et de suggérer des moyens de déterminer quels sont ces points grâce aux enseignements de la phase pilote du Centre d'échange APA. La façon dont le Centre d'échange APA traite actuellement les points identifiés dans le rapport de la réunion d'experts est décrite ci-dessous :

33. *Notification des permis ou leur équivalent* : Selon le rapport de la réunion d'experts, « (...) bien qu'il soit généralement admis que les permis eux-mêmes devraient être disponibles au Centre d'échange conformément à l'article 14, cela ne pourrait concerner que le résumé des permis délivrés (ex. « 75 permis délivrés pour de la recherche publique ») sauf pour un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale où, conformément à l'article 17, le permis intégral est nécessaire. Actuellement le Centre

⁷ Voir <https://absch.cbd.int/find> pour un exemple de la fonction d'aide.

d'échange APA permet seulement d'avoir les informations sur le permis ou son équivalent dans le Centre d'échange pour constituer un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale.

34. *Mise à jour des certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale.* Grâce aux lignes directrices sur la phase pilote⁸ et les avis techniques du Comité consultatif informel, la phase pilote du Centre d'échange APA permet de mettre à jour ou de modifier un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale de plusieurs façons :

(a) Les informations sont données pour délivrer un nouveau certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale ;

(b) Les informations sont données pour remplacer un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale qui a déjà été délivré (un nouveau certificat sera donné et l'ancien ne sera plus valable) ;

(c) Un permis existant ou son équivalent est révoqué et le certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale n'est plus valable ;

(d) Un dossier de permis ou son équivalent est automatiquement dupliqué et sa copie est modifiée pour obtenir deux certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale valides distincts mais similaires pour éviter d'enregistrer plusieurs fois les mêmes informations.

35. Si un dossier de permis ou son équivalent est modifié ou mis à jour, un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale révisé sera constitué sur la base des informations données et relié au certificat d'origine grâce à un identifiant unique. Chaque certificat proposera un lien vers le dossier en ligne du Centre d'échange. Pour être sûr de disposer de la version valable la plus récente d'un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale, l'utilisateur peut suivre le lien sur le certificat et comparer les informations. Pour garantir la transparence et la traçabilité, le Centre d'échange présentera les anciens dossiers sur le permis ou son équivalent sous forme d'archive et son statut sera indiqué ainsi que les informations expliquant les raisons de la mise à jour du dossier de permis ou son équivalent.

36. *Transfert à un tiers.* Dans ses lignes directrices sur la phase pilote, le comité intergouvernemental a estimé qu'il fallait décrire, par le biais du Centre d'échange APA, les modalités de transfert à un tiers, le cas échéant, afin qu'elles soient incluses dans le certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale⁹. Un champ non obligatoire sur le transfert à un tiers a été rajouté au format commun. Cependant, plusieurs experts du Comité consultatif informel estiment que ce champ devrait être obligatoire.¹⁰

37. *Traçage de l'utilisation des ressources génétiques.* Il est indiqué dans le rapport de la réunion d'experts que « (...) une entente est nécessaire puisque le Protocole a pour objet de tracer l'accès, l'utilisation ou le transfert des ressources génétiques. »

38. Il est aussi noté dans le rapport que « en ce qui concerne l'accès d'échantillons destinés à la recherche à but non lucratif, quand les Parties ont établi des procédures simplifiées conformément au paragraphe (a) de l'article 8 du Protocole de Nagoya, elles peuvent partager ces procédures simplifiées avec le centre d'échange APA. » Le centre d'échange APA permet d'identifier les sections et articles pertinents relatifs à la recherche à but non lucratif dans le format commun sur les mesures législatives, administratives ou de politique générale relatives à l'accès et au partage des avantages.

39. *Identification de la matière ou de la ressource génétique couverte par le certificat.* Il est noté dans le rapport de la réunion d'experts que « en raison de la modification de la nomenclature taxinomique entraînée par le résultat des recherches scientifiques, ou à la suite d'une nouvelle identification, les noms peuvent évoluer et il est possible que le nom porté sur un certificat devienne inexact pour la ressource et que cela réduise sa valeur probante. Un moyen de résoudre ce problème est de lier l'identité sur le certificat, en plus du nom taxinomique, à un échantillon témoin conservé dans un centre approprié et avec un identifiant unique qui lui est propre. Les avantages qu'offrirait cette solution doivent être étudiés de plus près. » Le format commun prévoit que parmi les informations à porter sur le permis ou son équivalent pour

⁸ Paragraphe 11 de l'Annexe I de la recommandation 1/1 du Comité intergouvernemental.

⁹ Paragraphe 4 (f) de l'Annexe I à la recommandation 1/1 du Comité intergouvernemental.

¹⁰ Paragraphe 33 du document UNEP/CBD/ICNP/3/INF/5.

obtenir un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale, il y ait un lien vers le centre où se trouve l'échantillon témoin conservé ou à une base de données taxinomique.

40. *Confidentialité des informations.* Conformément au paragraphe 2 de l'article 14, les informations doivent être fournies au centre d'échange APA sans préjudice de la protection de la confidentialité des informations. D'après lignes directrices du Comité consultatif informel, toutes les informations publiées dans le Centre d'échange APA sont rendues publiques et en les publiant, l'utilisateur certifie qu'elles ne sont pas confidentielles. C'est l'autorité chargée de la publication est qui est responsable de la protection de la confidentialité des informations pour les dossiers nationaux et, pour les dossiers références, la personne qui a présenté ces informations.

41. De plus, en matière de communiqué sur les points de contrôle, le Comité consultatif informel a noté dans son rapport que de nombreux pays n'avaient pas encore établis de points de contrôle et que donc le type d'information qui doit être soumis au centre d'échange APA devait encore être étudié quand on aurait plus d'expérience.

42. La première réunion de la CdP-RdP peut souhaiter examiner les améliorations possibles de la procédure pour qu'un permis ou son équivalent constitue un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale et des communiqués sur les points de contrôle.

E. Possibilités de collaboration avec des partenaires

43. Le Comité intergouvernemental, dans sa recommandation 1/1, a prié le Secrétaire exécutif d'étudier les possibilités de collaboration avec des partenaires et autres fournisseurs de données pour mettre en œuvre le Centre d'échange APA. Une première liste des partenaires et autres fournisseurs de données concernés se trouve à la section III du rapport consacrée aux progrès et aux prochaines mesures de la phase pilote du Centre d'échange APA.¹¹

44. Conformément au Mémoire de coopération et de l'Initiative commune signée entre les Secrétariats de la Convention sur la diversité biologique et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture¹², des discussions préliminaires ont été engagées entre les Secrétariats sur les possibilités d'étendre ce partenariat dans le cadre du Centre d'échange APA et des consultations sont en cours avec le Système mondial d'information sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture afin de contribuer au renforcement mutuel du Traité international et du Protocole de Nagoya.

45. Des discussions préliminaires avec le Centre mondial de données pour les microorganismes¹³ ont permis d'évaluer les liens possible avec le Global Catalogue of microorganisms et le centre d'échange APA.

46. Cependant, il faut encore nouer d'autres liens et collaborer avec des partenaires et des fournisseurs de données pour déterminer avec eux le rôle et les modalités d'une amélioration du centre d'échange APA.

F. Identification et solutions des difficultés pour enregistrer et extraire des informations avec le centre d'échange APA

47. Le Comité intergouvernemental, lors de sa troisième réunion, a recommandé un projet de cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités dans le cadre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages pour son adoption par la première CdP-RdP.¹⁴

48. L'un des objectifs de ce projet de cadre stratégique est de « permettre aux Parties de participer activement au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, et d'utiliser les meilleurs outils de communication et systèmes en ligne existants pour les activités relatives à l'accès et au partage des avantages. » Ainsi, la mesure 1.6 concerne « l'emploi des meilleurs outils de communication et systèmes

¹¹ UNEP/CBD/ICNP/2/8.

¹² Voir : <http://www.cbd.int/doc/agreements/amt-itpgrfa-2010-10-28-moc-en.pdf> et http://www.planttreaty.org/sites/default/files/gbw14_Relationship_with_the_CBD.pdf

¹³ Pour plus d'informations voir : <http://www.wdcm.org/>

¹⁴ Voir document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.2.

Internet concernant les activités pour fournir les information au centre d'échange sur l'APA. » Selon l'échéancier indicatif de l'Appendice I du projet de cadre stratégique, cette mesure doit être opérationnelle à court terme (2014-2017).

49. Les actions suivantes sont prévues pour renforcer les capacités concernées par la mesure 1.6 et énumérées à l'Appendice II :

- (a) Offre d'une assistance technique et d'une formation en utilisation des meilleurs outils de communication possibles et systèmes en ligne, pour les activités d'APA ;
- (b) Élaboration ou adaptation d'outils de communication, tels que les webinaires, les médias sociaux et l'apprentissage électronique, aux fins de diffusion du matériel d'information sur l'APA ;
- (c) Développement de plateformes d'échange d'information convenables liées au Centre d'échange sur l'APA ;
- (d) Élaboration de modules d'apprentissage électronique et de formation pratique sur l'utilisation du Centre d'échange sur l'APA et du mécanisme de Centre d'échange.

50. Reconnaisant la nécessité de créer et renforcer les capacités du Centre d'échange APA, le Secrétariat évalue régulièrement les besoins en capacité, en particulier ceux des pays en développement ou des pays avec une économie de transition, ainsi que les besoins des communautés autochtones et locales et ceux des parties prenantes concernées pour qu'elles puissent participer activement au Centre d'échange APA.

51. Pour cela, et grâce à la généreuse contribution de l'Union européenne, une journée supplémentaire consacrée au Centre d'échange APA a pu compléter une série d'ateliers régionaux sur le Protocole de Nagoya en 2014, comme indiqué au paragraphe 28 (b) ci-dessus. De plus, un atelier sur le renforcement des capacités du centre d'échange APA s'est tenu en marge de la troisième réunion du Comité intergouvernemental et un autre se tiendra le 12 octobre à Pyeongchang, République de Corée.¹⁵

52. Dans le cadre d'une campagne de sensibilisation et de mobilisation, le Secrétariat propose actuellement des sessions de formation sous forme de webinaire, des formations sur mesure et d'une assistance technique aux pays qui ont désigné leur autorité chargée de la publication et qui ont besoin d'aide pour enregistrer les informations sur le Centre d'échange APA. Le Secrétariat prévoit aussi de proposer une aide interactive en ligne sur le site du Centre d'échange APA.

53. Une bonne participation des Parties, des autres gouvernements, des communautés autochtones et locales et des autres parties prenantes est la garantie du bon fonctionnement du Centre d'échange APA. Pour cela, et en fonction des ressources disponibles, il faudrait que les efforts en matière de renforcement des capacités et de la participation active au Centre d'échange APA soient particulièrement ciblés sur la conception d'outils de renforcement des capacités et de sensibilisation et que les Parties, les autres gouvernements, les communautés autochtones et locales et les autres parties prenantes puissent bénéficier d'une aide pour enregistrer et extraire les informations, grâce, entre autres, à un service d'aide à la demande, de webinaires et autres moyens de formation à distance. Non seulement cette mesure serait économique, mais elle permettrait au Secrétariat de répondre rapidement et précisément aux besoins spécifiques de chaque utilisateur du Centre d'échange APA et donc, cela réduirait le nombre d'ateliers ou de cours en présentiel nécessaires.

54. Le document d'information sur les priorités indicatives pour développer le Centre d'échange sur l'APA¹⁶ décrit aussi la stratégie envisagée pour créer et renforcer les capacités du Centre d'échange APA.

¹⁵ Les résultats de l'atelier seront présentés à la première réunion de la CdP-RdP sous forme de document d'information.

¹⁶ UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/6.

II. SYNTHÈSE DES OPINIONS SUR LES MOYENS POUR IMPLIQUER LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET LOCALES DANS LE CENTRE D'ÉCHANGE APA POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE NAGOYA.

55. Le Comité intergouvernemental a recommandé que la première réunion de la CdP-RdP examine une synthèse préparée par le Secrétaire exécutif sur les points de vue transmis sur : i) les fonctions éventuelles d'une autorité compétente des communautés autochtones et locales et d'un correspondant des communautés autochtones et locales pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, relativement à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya ; ii) leur rôle et leurs responsabilités éventuels dans le cadre du Centre d'échange APA ; iii) quelle personne sera chargée de fournir des informations sur ces autorités au Centre d'échange APA (paragraphe 10 et 11, recommandation 3/4).

56. Une notification a été envoyée le 21 mars 2014, suivie d'un rappel daté du 27 mai 2014, invitant les Parties (notification 2014-045) et les communautés autochtones et locales, les organisations internationales et les parties prenantes concernées (notification 2014-046) à faire part de leurs observations sur ces questions.

57. Une seule réponse est parvenue, celle de Andes Chinchasuyo, Organizacion Yanesha, et Red de Mujeres Indigenas sobre Biodiversidad para America Latina y El Caribe (RMIB-LAC).

58. Concernant les fonctions éventuelles d'une autorité compétente et d'un correspondant des communautés autochtones et locales avec le Centre d'échange APA dans le cadre du Protocole de Nagoya, cette réponse indiquait que l'autorité nationale devrait réunir une équipe interculturelle comprenant des représentants des différentes communautés autochtones et locales et disposant des moyens financiers et techniques pour assumer ses fonctions de façon régulière et transparente.

59. Concernant le rôle et les responsabilités éventuelles d'une autorité compétente et d'un correspondant avec le Centre d'échange APA, l'autorité compétente devrait avoir une expertise en matière d'APA et appréhender à la fois les points de vue occidentaux et autochtones. Elle doit aussi communiquer avec les communautés autochtones et locales de façon transparente et appropriée culturellement, notamment en utilisant leur langue.

60. Sur la question de savoir qui devrait être chargé d'informer le Centre d'échange APA sur ces autorités, il faudrait que l'autorité compétente soit choisie par les autorités des communautés autochtones et locales et reconnues par les autorités locales, régionales et nationales, ainsi que par le ministère compétent.

61. Tout en gardant à l'esprit que le Secrétaire général n'a reçu qu'une seule réponse, la CdP-RdP pourrait souhaiter déterminer comment mieux apprécier ces questions sur les moyens pour impliquer les communautés autochtones et locales dans le Centre d'échange APA dans le cadre du Protocole de Nagoya.

III. LISTE DES PRIORITÉS INDICATIVES POUR DÉVELOPPER LE CENTRE D'ÉCHANGE APA

62. Le Secrétariat gèrera le portail Internet centralisé du Centre d'échange APA et vérifiera les conditions de fonctionnement qui seront examinées et adoptées par la première réunion de la CdP-RdP et présentées dans un document annexé à celui-ci. Le paragraphe 5 du projet de fonctionnalités énumère les tâches que devra accomplir le Secrétariat :

(a) Créer et entretenir le portail Internet et les bases de données centralisés pour que le Centre d'échange APA soit accessible, facile à utiliser, à consulter et à comprendre ;

(b) Identifier, modifier et concevoir, chaque fois que nécessaire, les formats communs pour que le Centre d'échange APA dispose des informations utiles ;

(c) Fournir une aide technique aux Parties, aux autres gouvernements, aux communautés autochtones et locales et aux autres parties prenantes qui veulent enregistrer ou trouver des informations ;

(d) Coopérer, si possible, avec les organisations et entités internationales, régionales, sous-régionales et nationales concernées ;

(e) Faciliter l'échange d'informations, si possible, avec les autres fournisseurs de données dans le cadre du Protocole ;

(f) Enregistrer les dépôts d'informations hors ligne au Centre d'échange APA pour le compte de Parties qui en font la demande ;

(g) Fournir des dispositifs de stockage de données portables contenant les informations du Centre d'échange APA, à la demande d'une Partie ;

(h) Réaliser toute autre tâche administrative prévue par la Conférence des Parties servant de réunion des Parties au Protocole.

63. Un document d'information sur les priorités indicatives pour développer le Centre d'échange APA¹⁷ donne des informations complémentaires sur les moyens envisagés pour réaliser ces tâches.

64. Le Secrétariat pourrait demander à un comité consultatif informel de réfléchir sur les moyens de résoudre certains problèmes techniques liés à l'évolution du Centre d'échange APA.¹⁸

65. Cependant, pour mettre en œuvre ces priorités, il faut consacrer des moyens humains au développement du Centre d'échange APA, c'est-à-dire pérenniser les postes de Spécialiste de la gestion de l'information (niveau P-3) chargé de l'évolution générale du Centre d'échange APA et de responsable du système d'information (niveau P-2). De plus, il faudrait engager un nouvel assistant programme (niveau G-6) chargés des relations avec les Parties et autres utilisateurs et de fournir une aide et une assistance technique sur mesure, comme indiqué à la sous-section C, ci-dessus. Il proposerait aussi une aide administrative et documentaire pour le Centre d'échange APA, notamment sur les dépôts d'information hors-ligne.

IV. ELEMENTS D'UN PROJET DE DECISION SOUMIS A L'EXAMEN DE LA PREMIERE REUNION DE LA CONFERENCE DES PARTIES SIEGEANT EN TANT QUE REUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA

66. La première réunion de la Conférence première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties peut souhaiter :

(a) Se féliciter des progrès accomplis par le Secrétaire exécutif et de l'expérience acquise lors de la phase pilote du Centre d'échange et le renforcement des capacités du centre d'échange APA ;

(b) Adopter les modes de fonctionnement du Centre d'échange APA qui sont décrits dans la note du Secrétaire exécutif sur le sujet ;¹⁹

(c) Établir un comité consultatif informel pour aider le Secrétaire exécutif à mettre en place le Centre d'échange APA et à résoudre certains problèmes techniques liés à l'évolution du Centre d'échange APA ;

(d) Décider que le comité consultatif informel tiendra au moins une réunion, des débats en ligne informels si nécessaire et fera rapport sur les résultats de son travail à la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au protocole de Nagoya

(e) Suggérer un moyen de parvenir à une entente commune sur :

(i) Les moyens d'impliquer les communautés autochtones et locales au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages en lien avec la mise en place du Protocole de Nagoya, y compris : i) les fonctions éventuelles d'une autorité

¹⁷ UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/6

¹⁸ Les modalités de fonctionnement présentées dans l'addendum à ce document prévoient le recours possible à un comité consultatif informel, constitué et coordonné par le Secrétaire exécutif.

¹⁹ UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/2/Add.1.

compétente des communautés autochtones et locales et d'un correspondant des communautés autochtones et locales pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, relativement à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya ; ii) leur rôle et leurs responsabilités éventuels dans le cadre du Centre d'échange APA ; iii) quelle personne sera chargée de fournir des informations sur ces autorités au Centre d'échange APA.

- (ii) Les questions relatives au permis ou son équivalent qui constitue un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale et les communiqués des points de contrôle.

(f) Appeler les Parties et les autres gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à désigner une autorité chargée de la publication et/ou un ou plusieurs utilisateurs autorisés pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages ;

(g) Inciter les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées à fournir les informations adaptées au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages dès que possible et de transmettre leurs observations au Secrétaire général ;

(h) Inviter les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, le Fonds pour l'environnement mondial, les banques régionales de développement et les autres institutions financières à fournir les ressources financières nécessaires pour que les Parties participent activement au Centre d'échange sur l'Accès et le partage des avantages ;

(i) Prie le Secrétaire exécutif de poursuivre la mise en place du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, en fonction des ressources disponibles et conformément aux modalités de fonctionnement et des observations transmises et de rendre compte des progrès accomplis à la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.
